

Frédéric Alpi

À l'indépendance des États du Levant placés sous mandat français par la Société des Nations, la Syrie et le Liban, les administrations instituées par la France passèrent sous l'autorité des deux républiques devenues souveraines. Au Service des antiquités, organisme unique commun aux deux pays et dirigé entre 1929 et 1941 par l'archéologue alsacien Henri Seyrig (1895-1973), se substituèrent donc en 1946 la Direction générale des antiquités et des musées (DGAM) en Syrie, et la Direction générale des antiquités (DGA) au Liban. Le précédent Service des antiquités disposait d'une riche bibliothèque scientifique constituée, à hauteur des deux tiers de son fonds, par le Service des œuvres françaises à l'étranger du ministère des Affaires étrangères et par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, ainsi que, pour le tiers restant, par les gouvernements libanais et syrien sous mandat. De son côté, un organisme purement français en charge des fouilles programmées, la Mission archéologique permanente (MAP), possédait aussi une importante bibliothèque de référence. Alors que l'émir Maurice Chéhab (1904-1994), archéologue formé à l'École du Louvre, prenait la tête de la DGA à Beyrouth, Henri Seyrig persuada le gouvernement français d'y fonder un institut de recherche archéologique, sur un modèle voisin de celui de l'École française d'Athènes dont il était lui-même issu. Cet Institut français d'archéologie de Beyrouth (IFAB), agréé par le gouvernement libanais dès le 19 août 1946, recueillit la plus grande partie de la bibliothèque du Service des antiquités, le Liban lui cédant la totalité de son fonds propre, au contraire de la Syrie qui tint à garder sa part. La MAP fut dissoute la même année et l'IFAB hérita également sa bibliothèque.

Premier directeur de l'IFAB, Seyrig emménagea dans la maison Beyhoum, sise rue Georges-Picot, dans le quartier juif de Beyrouth, le « wadi Abou Jmil ». Au rez-de-chaussée de cette demeure historique, acquise par la France dès 1910 et où avait logé l'émir Abd-el-Kader au début de son exil, fut installée la bibliothèque à laquelle Seyrig et ses

successeurs, Daniel Schlumberger puis Ernest Will, ont consacré beaucoup de soins et d'attention (voir ill. ci-contre). L'idée fondatrice de l'IFAB était en effet d'accueillir de jeunes doctorants français et étrangers, européens ou proche-orientaux, pour les former en Orient à la recherche et par la recherche : les « pensionnaires ». À discrétion du directeur, d'autres savants pouvaient aussi effectuer des séjours d'étude, tandis que les archéologues, historiens des périodes anciennes et érudits locaux fréquentaient assidûment l'institut, qui servait aussi de base logistique aux missions françaises, surtout présentes en Syrie voisine. La bibliothèque constituait le cœur de cette vie savante et un lieu privilégié d'échanges scientifiques. En ces temps lointains, elle bénéficiait d'un budget confortable et s'enrichissait aussi par le biais d'échanges, avec la revue *Syria* et la série monographique de la *Bibliothèque archéologique et historique* (BAH), publiées désormais par l'IFAB. Seyrig s'est également attaché à racheter telle bibliothèque de savant disparu, ainsi celle de l'archéologue helléniste Paul Perdrizet (1870-1938)<sup>1</sup>. Le nombre d'ouvrages acquis allait croissant : 16 000 en 1962, 17 000 en 1964, 19 200 en 1967, quelque 24 000 en 1970<sup>2</sup>, peut-être 45 000 en 1975, avec 548 périodiques vivants ou arrêtés à cette date, celle du début de la guerre civile libanaise<sup>3</sup>.



Figure 1. L'ancienne bibliothèque de l'IFAB, maison Beyhoun, rue Georges-Picot (1946-1975)

© et clichés Ifpo

Le 14 avril 1975, en effet, un affrontement sanglant à Aïn el-Remmané, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, déclenche les hostilités qui menaçaient depuis longtemps d'éclater, entre combattants palestiniens alliés aux militants de la gauche libanaise d'une part, et les milices chrétiennes de l'autre. Peu après s'ouvrit au centre-ville une très violente bataille entre les deux camps, le premier retranché dans le secteur des grands hôtels, et le second qui lui donnait assaut à partir de la place des Martyrs (appelée encore place des Canons). Le « wadi Abou Jmil » se situe dans l'exact intervalle, et la maison Beyhoun se retrouvait donc au cœur des combats. D'octobre à décembre, elle fut assiégée deux fois. Le directeur Ernest Will dut se résoudre à évacuer l'IFAB et fit appel à Maurice Chéhab pour déménager la bibliothèque et la mettre à l'abri. À la faveur d'une trêve, des caisses furent fabriquées dans le quartier même, remplies de livres sans interruption pendant plusieurs jours et nuits, puis transportées au château médiéval de Byblos (Jbail), dans un dépôt de la DGA, avec le concours et la protection de chars et de camions de l'armée libanaise sollicitée par l'émir<sup>4</sup>. Le pensionnaire Pierre Leriche note dans son journal, à la date du 18 décembre, jour de l'évacuation : « 110 caisses,

7 camions »<sup>5</sup>. Toutefois, les plaques photographiques de la photothèque du premier étage que l'on ne put alors déménager furent partiellement détruites, et pillé aussi le reliquat de livres laissés sur place, faute de temps. Des Kurdes du quartier<sup>6</sup> profitèrent de l'absence forcée du gardien 'Ali Souheil pour s'emparer de ceux-ci et les revendre, à même le trottoir, quelque temps plus tard – 'Ali Souheil pourra d'ailleurs racheter certains d'entre eux par la suite. En 1979, devant une nouvelle menace, la plus grande partie des caisses fut déménagée du château de Byblos vers le bâtiment du Service de presse de l'ambassade de France, à Beyrouth (Ouest), rue Clémenceau, à l'entresol. Faute de place, on entreposa l'autre partie, ainsi que les archives récupérées de la maison Beyhoun, dans les sous-sols de l'hôtel Carlton (dans le quartier de Raouché), qui appartenait à un ami de l'institut, Antoine Moudawar. Ce stock de caisses et de cartons se trouvait aux niveaux – 1 et – 2 du parking souterrain, voisinant d'ailleurs avec des véhicules de miliciens druzes du Parti socialiste progressiste (PSP), garés eux-mêmes au niveau – 1.

Ayant ouvert en 1976 une antenne à Amman (Jordanie), un peu plus tard à Damas (Syrie), l'IFAB prit en 1977 le nom d'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAPO). La direction, Ernest Will (de 1973 à 1980) puis son successeur Georges Tate (de 1980 à 1990), ne désespérait pas d'abord de rouvrir la bibliothèque de Beyrouth, d'autant que de multiples trêves et accalmies ponctuaient cette guerre du Liban. L'IFAPO s'était en effet installé cité Bounoure, sur l'ancien campus de l'École supérieure des lettres<sup>7</sup>, à proximité du Musée national et du siège de la DGA (voir ill. ci-contre, en bas). Will décida d'y faire construire une réserve neuve en béton, de type blockhaus, pour y stocker les livres. Gendre de l'archéologue Pierre Coupel, l'architecte Serge Serof en dessina les plans. Les travaux commencèrent, sous la conduite de l'ingénieur Wajdi Ghotmé, mais le chantier s'interrompit plusieurs fois, à mesure que la situation se dégradait à nouveau<sup>8</sup>. Pour livrer le gravier, par exemple, un camion devait emprunter un itinéraire exposé aux snipers, non loin du tristement célèbre « passage du Musée »<sup>9</sup>. Finalement, un transporteur accepta de venir en marche arrière pour échapper aux tirs possibles ; au retour, il levait la benne vide qui protégeait sa cabine de chauffeur. À ce train, la construction ne put être achevée que sous la direction de Georges Tate (voir ill. ci-contre, en haut). Et il faudra attendre celle de François Villeneuve (de 1990 à 1995) pour que le fonds des livres archéologiques y soit enfin transféré. Dans l'intervalle, ce magasin fut squatté et souillé par des soldats libanais indisciplinés, au point que Tate dut faire refaire le carrelage du sol.



Figure 2. Restauration de l'IFAPO, cité Bounoure, avec à gauche, à l'arrière-plan, le dépôt de la nouvelle bibliothèque (1998)

© et clichés Ifpo



Figure 3. Un des pavillons actuels de l'Ifpo, abritant la bibliothèque (salle de lecture au rez-de-chaussée)

© et cliché Frédéric Alpi

Du fait de la guerre civile qui se prolongeait au Liban, le centre de gravité de l'IFAPO se déplaça vers Damas au début des années 1980. Agréée par le gouvernement syrien, cette fondation s'accompagna de l'installation d'une bibliothèque constituée des achats et échanges désormais dirigés vers la Syrie, et de quelques dizaines de volumes transférés de Beyrouth. Archéologue libanais de longue date associé à l'institut, Hassan Salamé Sarkis jouait un rôle de conseiller pour les acquisitions et le classement, de concert avec son collègue syrien, Sultan Muheissen, dont une étudiante, Youmna el-Ghabra, sera formée et recrutée plus tard pour la gestion de ce fonds. Dès lors se posait la double question du sort à réserver aux livres toujours en caisses à Beyrouth, d'une part, et aux achats effectués et échanges reçus depuis 1975 et provisoirement entreposés au Centre de recherches archéologiques du CNRS à Sophia Antipolis (Valbonne), dans les Alpes-Maritimes, de l'autre. Un plan de transfert à Damas du fonds de Beyrouth échoua pour des raisons politiques. Le patriarchat maronite eut vent du projet, le dénonça au président libanais Amine Gémayel qui protesta auprès de François Mitterrand. Ce dernier intima à Tate l'ordre d'y surseoir. Quant au fonds de Valbonne, il devait parvenir à Damas par les soins du transporteur le mieux-disant, selon la règle qui prévaut en comptabilité publique. L'itinéraire suivi par ce dernier reliait étrangement Nice à Damas en passant par Koweit-City. L'avion affrété se posa sur cet aéroport au soir du 1<sup>er</sup> août 1990, précisément la veille de l'invasion irakienne par l'armée de Saddam Hussein. On aurait souhaité que sa cargaison eût pu trouver au moins le chemin du Musée de Bagdad mais, au regard de ce qu'il advint de ce prestigieux établissement, odieusement pillé treize ans plus tard, on ne saurait se consoler de la perte sèche que subit alors l'IFAPO, compensée tant bien que mal<sup>10</sup>.

Sur ces entrefaites, les accords de Taëf du 22 octobre 1989, suivis encore d'ultimes et très violentes batailles, jusqu'au 13 octobre 1990, affectant notamment les pavillons de l'institut, cité Bounoure,

débouchèrent sur la fin de la guerre civile au Liban.

Sans grands moyens mais aussitôt, l'IFAPO y reprit ses activités programmées. Il était, d'autre part, fortement invité à participer aux fouilles de sauvetage préalables à la reconstruction de la capitale dévastée : « Le plus grand chantier archéologique du monde », lisait-on alors dans la presse. La réouverture de la bibliothèque s'imposait donc au directeur d'alors, François Villeneuve, qui recruta en 1993, sous contrat local, un bibliothécaire familier des normes AFNOR de catalogage, Éric Modéna, venu de l'École biblique et archéologique française de Jérusalem (ÉBAF). Au moyen de la seule fourgonnette de service de l'institut, en de multiples courses et avec le concours, en tout et pour tout, de deux manœuvres journaliers syriens, celui-ci a procédé au déménagement, à travers Beyrouth, du stock des livres de l'IFAPO depuis les anciens bâtiments de l'ambassade de France et de l'hôtel Carlton, « à l'Ouest », comme on disait encore alors, vers le blockhaus de la cité Bounoure. Une ou deux caisses, transpercées par des balles à gros calibre, alors que des soldats français les avaient utilisées comme parapet lors d'une attaque de l'ambassade, ne renfermaient plus qu'un contenu inutilisable. Placées sous une gouttière, une ou deux autres avaient pris l'eau (voir ill. ci-contre, en haut). Le reste des ouvrages avait plutôt bien supporté les frustes conditions d'un séjour prolongé pendant dix-huit ans. Mais il fallait aménager le dépôt qui devait les accueillir, dépourvu d'étagères idoines et dont l'hygrométrie, à l'unisson de l'atmosphère locale, saturée d'humidité, risquait de se révéler pour eux plus dangereuse encore que la guerre elle-même. Enfin, le catalogue de la bibliothèque originelle avait évidemment disparu corps et biens et sa reconstitution virtuelle, tentée pendant les années de guerre par Hassan Salamé-Sarkis, assisté de l'informaticien Antoine (Tony) Eid, n'avait pas abouti. Sans désemparer, Éric Modéna dut affronter ce triple défi, matériel, informatique et bibliothéconomique. Des étagères provisoires (mais qui devaient durer vingt ans !) furent négociées dans le quartier du port et installées dans le magasin. Des déshumidificateurs de fortune furent posés aux angles stratégiques. Caisse après caisse, les ouvrages et périodiques furent un à un recatalogués dans les normes précitées, grâce au patient, minutieux et obstiné labeur de Marie Harfouche, dévouée aide-bibliothécaire qui s'était formée sur le tas dans divers établissements locaux (Université Saint-Esprit de Kaslik, Bibliothèque orientale de l'Université Saint-Joseph), avant de rejoindre l'IFAPO. Pour parer au plus pressé, Tony Eid « bricola » dans la hâte et l'immédiat un logiciel d'enregistrement des données qui devait permettre de les transférer plus tard sur une base professionnelle dédiée à la gestion des bibliothèques. Au bout de quelques mois, les pensionnaires et chercheurs associés de l'IFAPO purent commencer à utiliser en interne les premiers lots de livres traités. Le 15 décembre 1998, sous la direction de Jean-Marie Dentzer (directeur de 1995 à 1999), vingt-trois ans après sa fermeture, la « Bibliothèque

Henri Seyrig » fut enfin rouverte au public : chercheurs de l'IFAPO, universitaires libanais, étudiants, agents de la DGA, archéologues en mission temporaire et membres des équipes internationales à l'œuvre dans lénorme chantier archéologique de Beyrouth. Les directions successives s'employèrent à établir un efficace service de navette qui permettait aux lecteurs de Beyrouth de faire venir des ouvrages du fonds de Damas et inversement, les deux sites étant à peine distants de quelque 120 km. Parallèlement, le directeur Jean-Louis Huot (de 1999 à 2003) eut à cœur de doter Beyrouth des usuels indispensables, encore disponibles sur le marché, qui étaient parus dans les années de la guerre civile.



Figure 4. Échantillon de volumes endommagés pendant la guerre (1993)

© et clichés Ifpo



Figure 5. Cérémonie d'ouverture des premiers cartons conservés à l'hôtel Carlton (1<sup>er</sup> mai 1993). Au premier plan, Antoine Moudawar ; penché au centre, 'Ali Souheil

© et clichés Ifpo

La fusion, en 2003, des trois instituts de recherche français du Proche-Orient (IFAPO, IFÉAD<sup>11</sup> et CERMOC<sup>12</sup>) en une seule Unité mixte de formation et de recherche (UMIFRE), l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), a d'abord peu modifié ces pratiques, le Département d'archéologie et d'histoire ancienne (DAHA) gardant la main sur la gestion de sa bibliothèque disciplinaire. C'est la crise syrienne qui, en 2011, a déterminé une nette évolution. La soudaine fermeture de l'ambassade de France à Damas a entraîné aussi celle de l'Ifpo, qui s'est replié en hâte sur son site de Beyrouth<sup>13</sup>. Il fallut y gagner de la place et le projet de fusionner le fonds archéologique issu de l'IFAPO et la documentation contemporaine de l'ex-CERMOC dans le même blockhaus de feu Ernest Will redevint d'actualité. Non sans avantages d'ordre matériel : la surveillance hygrométrique a été bien améliorée ; des compactus adaptés et modernes ont remplacé les étagères approximatives, hâtivement commandées en 1993 ; l'intégration du catalogue au Sudoc et sa gestion selon le système Koha, ainsi que sa mise en ligne<sup>14</sup>, ont été finalisées ; l'accent mis sur les ressources numériques a permis d'élargir la gamme des périodiques disponibles. Il reste que la conversion de cette bibliothèque d'études anciennes en centre de ressources contemporain détermine, au plan épistémologique, une mutation dont seul l'avenir permettra de

mesurer véritablement toutes les conséquences et les bénéfices. On peut enregistrer déjà ceux du sauvetage de 1975-1993. Une génération de docteurs libanais en archéologie et en histoire de l'art a pu mener à bien ses thèses universitaires grâce à cette bibliothèque et à sa gardienne diligente, Marie Harfouche (voir ill. ci-contre). Ils sont aujourd'hui professeurs à l'Université libanaise, fonctionnaires de la DGA, chefs de missions archéologiques au Liban ou à l'étranger, muséologues. Successeurs des anciens *pensionnaires* de l'IFAB, les post-doctorants français ou européens en archéologie passés par l'Ifpo ont pu disposer, en Orient, des instruments livresques et des moyens documentaires pour avancer leurs recherches de terrain, tout en préparant leur recrutement au CNRS ou en université. Il en va de même des nombreux doctorants en mobilité internationale qui ont achevé leurs mémoires sur place. La participation récente de l'Ifpo, aux côtés de sept partenaires régionaux<sup>15</sup>, au programme « Bibliothèques d'Orient », piloté par la Bibliothèque nationale de France<sup>16</sup>, s'inscrit elle-même dans l'esprit du projet originel d'Henri Seyrig.



Figure 6. La bibliothécaire Marie Harfouche dans l'allée du dépôt (1998)

© et clichés Ifpo

## Notes

1. H. Seyrig avait connu Perdrizet alors qu'il était lui-même membre, puis secrétaire général de l'École française d'Athènes (de 1922 à 1928). C'est d'ailleurs Perdrizet qui avait emmené Seyrig en mission au Levant et lui avait fait découvrir ces pays (de même qu'à Schlumberger, d'ailleurs). Sans doute y avait-il aussi quelque affinité « régionale », et les savants originaires de l'Est de la France ont joué un grand rôle dans les débuts de l'Institut d'archéologie de Beyrouth, puis dans ceux de l'IFAPO (H. Seyrig, D. Schlumberger, E. Will, J. Starky, E. Frezouls, J.-M. Dentzer...). Le fonds Perdrizet, acheté par Seyrig, a été versé dans celui de l'Institut de Beyrouth.

2. Chiffres fournis, ainsi que les informations précédentes, par Mathilde Gelin dans son étude de référence : « L'Institut français d'archéologie de Beyrouth. 1946-1977 », in *Syria*, 82, 2005, p. 279-329.

3. Estimation donnée dans le *Rapport d'activité de l'IFAPO. 1993-1994* (Beyrouth : [s. n.], 1994), mais ce chiffre inclut sans doute le fonds des achats effectués depuis 1975 pour l'antenne de Damas, ouvert lui-même au public en 1992. En 1998, le livret de présentation de la seule

bibliothèque de Beyrouth donnera 35 000 livres et 10 000 périodiques pour 450 titres (*IFAPO-Beyrouth : bibliothèque*, Beyrouth : [s. n.], 1998).

4. Maurice Chéhab appartenait à une illustre famille féodale du Liban. Cousin du général Fouad Chéhab, président de la République entre 1958 et 1964, il possédait des contacts dans toutes les administrations comme dans le commandement militaire.

5. M. Gelin, loc. cit., p. 320

6. Au début des années 1960, la population du « wadi Abou Jmil » a changé : des réfugiés palestiniens et des immigrés kurdes de Syrie ont remplacé les précédents habitants.

7. Établissement relevant de l'Université de Lyon, fondé par l'universitaire français Gabriel Bounoure (1886-1969) et le poète libanais Georges Schehadé (1905-1989), et qui a fonctionné de 1944 à 1976.

8. En 1979, la position devint intenable et la direction se replia de nouveau rue Clémenceau.

9. Beyrouth se trouvait coupée en deux, Est « chrétien » et Ouest « islamo-progressiste », le long d'une ligne de démarcation où seuls quelques passages étaient aménagés, au gré des miliciens en position. Le principal se situait au niveau du Musée national, mais il était exposé aux francs-tireurs qui pouvaient faire feu arbitrairement.

10. Nul ne sait exactement ce qu'il est advenu du fonds de Valbonne arrivé à Koweit-City. Les Irakiens en ont-ils fait leur profit, eu égard à la réelle tradition archéologique qui existait alors dans ce pays ? Leur centre de recherche principal était le Musée national de Bagdad, pillé en 2003. Mais ce n'est que supposition...

11. Institut français d'études arabes de Damas.

12. Centre de recherche sur le Moyen-Orient contemporain, basé à Beyrouth et Amman.

13. Le sort de la très riche bibliothèque de l'ex-IFÉAD et celui du fonds archéologique de Damas demeurent problématiques. Il faut noter que, pour ce dernier tout au moins, l'accord originel passé avec les autorités locales stipulait qu'il devait revenir à la DGAM en cas de fermeture de l'IFAPO. Dès 1946, la même DGAM s'était déjà montrée soucieuse de récupérer sa part de la bibliothèque du Service des antiquités mandataire.

14. <http://mediatheque.ifporient.org/>

15. Institut dominicain d'études orientales (IDÉO), Institut français d'études orientales (IFAO), Centre d'études alexandrines (CEAlex), École biblique et archéologique française de Jérusalem (ÉBAF), Bibliothèque orientale de l'Université Saint-Joseph (BO/USJ), Institut français d'études anatoliennes (IFÉA), SALT (Istanbul-Ankara).

16. <https://heritage.bnf.fr/bibliothequesorient/homepage>

Le projet *Savoirs* est soutenu par plusieurs institutions qui lui apportent des financements, des expertises techniques et des compétences professionnelles dans les domaines de l'édition, du développement informatique, de la bibliothéconomie et des sciences de la documentation. Ces partenaires contribuent à la réflexion stratégique sur l'évolution du projet et à sa construction. Merci à eux !



haStec

Laboratoire d'Excellence  
Histoire et anthropologie  
des savoirs, des techniques  
et des croyances



PDN

Pôle Document Numérique  
Maison de la Recherche en Sciences Humaines  
CNRS - UNIVERSITÉ DE CAEN

métopes

méthodes et outils  
pour l'édition structurée

EPFL



enssib

école nationale supérieure  
des sciences de l'information  
et des bibliothèques

CAK

Centre Alexandre-Koyré  
Histoire des sciences et des techniques



- CONCEPTION :  
[ÉQUIPE SAVOIRS](#),  
PÔLE NUMÉRIQUE  
RECHERCHE ET  
PLATEFORME  
GÉOMATIQUE  
(EHESS).
- DÉVELOPPEMENT :  
DAMIEN  
RISTERUCCI,  
[IMAGILE](#),  
[MY SCIENCE WORK](#).  
DESIGN : [WAHID MENDIL](#).